



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/11
2 mars 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-troisième réunion
Montréal, 4 – 8 avril 2011

**PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI
POUR LA PÉRIODE 2011-2014**

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SÉCRÉTARIAT DU FONDS

1. Le présent document contient un résumé des activités prévues par l'ONUDI durant la période de planification de 2011-2014, en vue de l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Il contient en outre les indicateurs de performance du plan d'activités de l'ONUDI et des recommandations destinées à l'examen du Comité exécutif. Le plan d'activités de l'ONUDI pour 2011-2014 est présenté sous forme analytique en pièce jointe.

2. Le Tableau 1 présente la valeur des activités prévues dans le plan d'activités de l'ONUDI, ventilées par année et réparties en deux catégories « requises aux fins de conformité » et « non requises aux fins de conformité ».

Tableau 1

AFFECTATION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI SOU MIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2011-2014) (milliers \$US)

Requises/Non requises selon le modèle	2011	2012	2013	2014	Total (2011 à 2014)
Requises aux fins de conformité (APA et coûts standard)	6 111	8 436	4 750	6 520	25 818
Requises aux fins de conformité (HCFC)	86 783	70 732	66 308	40 937	264 760
Non requises aux fins de conformité (mobilisation des ressources)	323				323
Non requises aux fins de conformité (destruction de SAO)	4 198	6 031			10 229
Grand total	97 415	85 199	71 058	47 457	301 129

3. Pour 2011, l'ONUDI a inclus des activités d'une valeur de 97,4 millions \$US et pour la période 2011-2014, des activités d'une valeur totale de 301,1 millions \$US.

Accords pluriannuels (APA) et coûts standard

4. Le Tableau 2 contient des informations sur les APA de l'ONUDI, le bromure de méthyle (BM), le renforcement des institutions (RI) et les activités de l'unité centrale qui sont considérées comme étant requises aux fins de la conformité, selon le plan d'activités modifié.

Tableau 2

ACTIVITÉS REQUISES POUR LES APA AUX FINS DE CONFORMITÉ ET COÛTS STANDARD (2011 à 2014), INCLUANT DE NOUVELLES ACTIVITÉS RELATIVES AU BM (milliers \$US)

Requises selon le modèle	2011	2012	2013	2014	Total (2011 à 2014)
APA approuvés	3 801	3 984	2 523	2 568	12 876
Nouvelles activités relatives au BM	206	700			907
RI	74	1 661	74	1 734	3 543
Unité centrale	2 030	2 091	2 154	2 218	8 492
Total (requis aux fins de conformité pour les APA et coûts standard)	6 111	8 436	4 750	6 520	25 818

5. Bien qu'elle connaisse les niveaux de financement pour le RI et les délais de soumission des demandes, l'ONUDI a indiqué dans son plan d'activités des valeurs pour le RI qui dépassent de 106 673 \$US les montants autorisés dans le cadre de la structure de financement actuelle, et elle a inclus en outre des demandes pour les années où ces fonds ne sont pas dus. Le Secrétariat a proposé des modifications au plan d'activités de l'ONUDI en fonction de la date de renouvellement des activités de RI, conformément aux dates d'approbation les plus récentes des demandes de RI.

6. Les autres activités, également considérées comme requises aux fins de conformité, n'ont pas soulevé de question. Les coûts de l'unité centrale de l'ONUDI augmenteront de 3 % par an, selon les prévisions.

Activités relatives aux HCFC

Incidences climatiques sur le plan d'activités de l'ONUDI

7. Le Tableau 3 indique les résultats, par sous-secteur, des incidences climatiques des activités figurant dans le plan d'activités de l'ONUDI et prévoit une réduction de 40,7 millions de tonnes équivalent CO₂.

Tableau 3

INCIDENCES CLIMATIQUES DES ACTIVITÉS RELATIVES AUX HCFC DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR 2011-2014 (EN MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT CO₂)

Sous-secteur	Valeurs totales dans le plan d'activités * (milliers \$US)	Millions de tonnes équivalent CO ₂ pour une année de réduction
Aérosols	645	0,00
Accord pluriannuel approuvé	4 838	0,04
Mousses rigides	24 918	1,40
Mousse XPS	106 631	19,66
Climatisation / Réfrigération	187 378	19,25
Réfrigération commerciale	13 221	0,00
Entretien/Réfrigération (PFV)	4 624	0,13
Entretien/Réfrigération (pays ne faisant pas partie des PFV)	6 499	0,21
Total	348 753	40,7

*Incluant les valeurs après 2014.

Projets de démonstration relatifs aux HCFC

8. Le plan d'activités de l'ONUDI prévoit un total de 806 272 \$US pour des activités de démonstration relatives aux HCFC, devant permettre d'éliminer 3 tonnes PAO dans un pays.

Préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)/projets HCFC

9. Le niveau de financement total pour la préparation de projets pour les PGEH (134 375 \$US) et les projets d'investissement liés aux PGEH (365 500 \$US) est de 499 875 \$US.

Secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC dans les pays à faible volume de consommation (PFV)

10. Le niveau total de financement destiné aux projets dans le secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC dans les PFV s'élève à 3,59 millions \$US, et devrait permettre l'élimination de 32,1 tonnes PAO pour la période 2011 à 2014.

11. À sa 60^e réunion, le Comité exécutif avait déterminé les valeurs des PGEH pour les activités requises pour se conformer aux mesures de contrôle de 2015 et 2020, en fonction des niveaux de référence prévus. À sa 62^e réunion, le Comité exécutif a décidé de fonder l'élimination totale (100 %) sur une valeur au prorata du niveau de financement de 2020, en vue de réaliser une réduction de 35 % (décision 62/10). Les modifications proposées par le Secrétariat, conformément à la décision 60/44 f) xii) pour le secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC, limiteraient les niveaux de financement au plafond admissible pour les PFV, selon la réduction par rapport à la valeur de référence. Cela permettrait de réduire de 238 441 \$US le niveau total de financement de ces projets.

Secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC pour les pays ne faisant pas partie des PFV

12. Le niveau total de financement destiné aux projets dans le secteur de la réfrigération dans les pays ne faisant pas partie des PFV est de 6,41 millions \$US, et devrait permettre l'élimination de 64,3 tonnes PAO pour la période 2011 à 2014. La décision 60/44 f) xv) en établit le seuil à 4,50 \$US/kg. Les modifications proposées par le Secrétariat conformément à cette décision limiteraient le niveau de financement pour le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération au plafond admissible pour les pays ne faisant pas partie des PFV et réduirait de 795 540 \$US le financement total de ces projets.

Mousse de polystyrène extrudée (XPS)

13. Le niveau total de financement destiné aux projets de mousse XPS est de 105,8 millions \$US, correspondant à l'élimination de 568 tonnes PAO. Dans sa décision 62/12 c), le Comité exécutif est convenu d'examiner les projets d'élimination de HCFC-22/HCFC-142b, produits utilisés pour la fabrication de mousse XPS, s'il est clairement démontré que de telles activités sont requises par les circonstances et priorités nationales pour assurer la conformité aux mesures de contrôle de 2013 et 2015, tandis que tous les autres projets de mousse XPS seraient examinés après 2014. Compte tenu de l'étude sur le réapprovisionnement de 2008, combinée à la décision 60/44 f), le seuil de coût-efficacité pour le secteur des mousses a été établi à 6,92 \$US/kg. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient le niveau de financement en fonction du rapport maximal convenu et réduirait de 57,8 millions \$US le financement total de ces projets.

Mousses rigides

14. Le niveau total de financement destiné aux projets de mousses rigides, incluant le sous-secteur de mousse rigide d'isolation pour la réfrigération, est de 24,61 millions \$US, et devrait permettre l'élimination de 291 tonnes PAO pour la période 2011 à 2014. La décision 62/13 établit un seuil de coût-efficacité de 7,83 \$US/kg, et un plafond pouvant atteindre 25 % au-dessus du seuil correspondant aux solutions provoquant un faible réchauffement planétaire. Les modifications proposées par le Secrétariat conformément à cette décision limiteraient le niveau de financement au rapport de coût-efficacité maximal autorisé pour les mousses rigides et réduirait de 550 \$US le financement total de ces projets.

Secteur général de la réfrigération

15. Le niveau total de financement destiné aux projets du secteur de la réfrigération est de 122,38 millions \$US, et devrait permettre l'élimination de 420,5 tonnes PAO pour la période 2011 à 2014. Compte tenu de l'étude sur le réapprovisionnement de 2008, combinée à la décision 60/44 f), le seuil de coût-efficacité pour le secteur de la réfrigération a été établi à 10,65 \$US/kg. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient le niveau de financement au rapport coût-efficacité maximal convenu et réduirait de 17 millions \$US le financement total de ces projets.

Aérosols

16. Le niveau total de financement destiné aux projets du secteur des aérosols est de 645 000 \$US, et devrait permettre l'élimination de 9,7 tonnes PAO pour la période 2011 à 2014, avec un rapport coût-efficacité de 5,50 \$US/kg. Le secteur des aérosols fera l'objet d'examen au cas par cas, en application de la décision 60/44 f) xvi).

Activités non requises aux fins de conformitéActivités de destruction de SAO

17. Le plan d'activités de l'ONUDI prévoit 10,2 millions \$US pour la préparation de projets de démonstration et de projets connexes relatifs aux SAO, qui devraient permettre la destruction de 744 tonnes PAO. Des activités de préparation d'un coût de 295 625 \$US sont prévues dans le plan d'activités de 2011. L'incidence climatique de ces activités pourrait être équivalente au potentiel de réchauffement planétaire des SAO à détruire. Une analyse n'a cependant pas été menée, en raison de l'absence d'information sur les types de SAO à détruire.

18. Le plan d'activités de l'ONUDI comprend 3,1 millions \$US (dont 295 625 \$US pour la préparation de projets en 2011) destinés à des activités de destruction de SAO pour des PFV en 2012, en vue de la destruction de 200 tonnes PAO.

Autres activités non requises aux fins de conformité (mobilisation de ressources, études et ateliers)

19. L'ONUDI n'a pas prévu d'autres activités non requises aux fins de conformité, à l'exception de la mobilisation de ressources pour un coût de 322 500 \$US. Bien que la mobilisation de ressources ne soit pas requise aux fins de conformité, le Comité exécutif a renvoyé à sa 63^e réunion l'examen des demandes de mobilisation de ressources dans le contexte du programme de travail de l'ONUDI (voir UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/20).

Incidences des modifications proposées en application des décisions actuelles du Comité exécutif sur les plans d'activités soumis

20. Le Tableau 4 indique la valeur totale du plan d'activités de l'ONUDI pour 2011-2014, soit 225,1 millions \$US, après application des modifications proposées plus haut.

Tableau 4

**AFFECTATION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI
SOU MIS AU COMITÉ EXÉCUTIF, MODIFIÉ EN FONCTION DES DÉCISIONS
EN VIGUEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF
(2011-2014) (milliers \$US)**

Requises/Non requises selon le modèle	2011	2012	2013	2014	Total (2011 à 2014)	Total (2015 à 2020)	Total après 2020
Requises aux fins de conformité (APA et coûts standard)	7 115	7 415	5 754	5 426	25 711	1 740	0
Requises aux fins de conformité (HCFC)	64 424	49 475	43 960	31 010	188 869	67 352	0
Non requises aux fins de conformité (Mobilisation de ressources)	323	0	0	0	323	0	0
Non requises aux fins de conformité (destruction de SAO)	4 198	6 031	0	0	10 229	0	0
Grand total	76 060	62 921	49 714	36 436	225 131	69 091	0

Indicateurs de performance

21. Le Tableau 5 résume les indicateurs de performance de l'ONUDI, conformément aux décisions 41/93, 47/51 et 49/4 d).

Tableau 5

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Indicateur	Objectifs de 2011
Nombre de programmes annuels approuvés des accords pluriannuels par rapport au nombre prévu (nouveaux programmes plus tranches d'APA)	40
Nombre de projets/activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, TAS, renforcement des institutions) approuvés par rapport au nombre prévu	7
Activités jalons réalisées/Niveaux SAO atteints pour les tranches annuelles approuvées des APA par rapport au nombre prévu	6
SAO éliminées dans le cadre de projets individuels par rapport aux quantités visées dans les rapports d'avancement	0
Projets achevés (conformément à la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et définis pour des projets ne se rapportant pas aux investissements par rapport aux projets prévus dans les rapports d'avancement	7
Nombre de projets d'assistance à l'établissement de politiques/règlements achevés par rapport au nombre prévu	N/D
Vitesse d'achèvement des opérations financières par rapport aux échéances indiquées dans les rapports d'avancement	12 mois après la fin des opérations
Soumission rapide des rapports d'achèvement de projet par rapport aux dates convenues	Dans les délais
Soumission rapide des rapports d'avancement et des réponses à moins d'indications contraires	Dans les délais

22. Le nombre de tranches annuelles visé par l'ONUDI inclurait 37 nouveaux accords et 6 accords approuvés, pour un total de 43 tranches annuelles. D'après le rapport d'avancement de 2009 et à l'exclusion des projets d'APA, la cible d'élimination visée devrait être de 594 tonnes PAO. Les objectifs

de l'ONUDI pour le nombre de projets achevés devraient être de 19, dont 5 projets de renforcement d'institutions, 4 projets de démonstration, 8 projets d'investissement et 2 projets d'assistance technique, à l'exclusion de la préparation d'APA et de projets.

RECOMMANDATIONS

23. Le Comité exécutif est invité à envisager :

a) De prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour 2011-2014, présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/11;

b) D'approuver les indicateurs de performance de l'ONUDI présentés dans le Tableau 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/11, en établissant comme objectifs 43 tranches annuelles d'accords pluriannuels (APA) approuvées, 594 tonnes PAO de SAO éliminées dans le cadre de projets individuels et 19 projets achevés.

UNIDO
BUSINESS PLAN 2011



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

EXECUTIVE SUMMARY

The 2011 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2012, 2013 and 2014 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2020 have also been provided for the servicing sector in LVCs. This provides useful information for ExCom members for the funding needs to reach the 2015 and 2020 control measures for HCFCs.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee, in particular Decision 60/44 and 60/5. It also reflects the discussions held in Montreal during the Inter-agency Coordination Meeting on 26-28 January 2011. It is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects. The countries' needs have been calculated based on the actual 2009 data and by assuming a 5% increase in consumption in the year 2010. For countries, where more updated consumption data was available, resources were planned according to their actual needs.

In 2011, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to US\$ 3,801,250. As listed in the business plan, the lion's share, about US\$ 87 million (almost 90%) of UNIDO's 2011 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs. 5 % of UNIDO's expected new 2011 project portfolio is earmarked for demonstration of the destruction of unwanted ODSs as well as one technology demonstration project in the XPS sector in China. Methyl bromide projects account for 3% of UNIDO's 2011 Business Plan.

In accordance with ExCom's decision 38/68, as modified by decision 46/35, in 2006, and following decision 56/41 maintaining the existing cost regime for the 2011-2014 Triennium, **US\$ 2,029,899**, has been allocated for funding of the 2011 core unit at UNIDO.

The total amount foreseen in UNIDO's 2011 Business Plan, including forward commitments, new investment and non-investment activities, and funding of core unit is **US\$ 97,414,798** including support costs and with an impact of **1,109 ODP** tonnes.

US\$ 85.2 million worth of projects was included for the year 2012 with a planned phase-out of 1,025 ODP tonnes, US\$ 71.1 million worth of projects were earmarked for 2013 with an impact of 444.36 ODP tonnes, while for 2014 US\$ 47.5 million with an impact of 316 tonnes of ODP tonnes are forecasted.

The level of estimated climate co benefits that could be achieved through HCFC phase-out activities contained in UNIDO's 2011 Business Plan will be calculated by the Fund Secretariat based on the methodology agreed upon between the Fund Secretariat and the bilateral and implementing agencies during the Inter-agency Coordination Meeting held in January 2011.

A. MULTILATERAL FUND TARGETS

1. CONTEXT

UNIDO prepared its business plan for 2011 to 2014 based on ExCom decision 54/39, 60/5, 60/11, 60/44, 61/5 and 62/5 as well as the Government requests received from Article 5 countries. An inter-agency coordination meeting was held on 26-28 January 2011 in Montreal, Canada. Considering the draft business plans submitted by all implementing and bilateral agencies and the compliance-oriented model, the Secretariat identified the countries that are in need of assistance in order to comply with the various phase-out schedules, for which no activities were included in the business plans of implementing agencies and pointed out cases where a duplication of activities occurred among the various implementing agencies.

The countries' needs have been calculated based on the actual 2009 data and by assuming a 5% increase in consumption in the year 2010. For countries, where more updated consumption data was available, resources were planned according to their actual needs.

The Business Plan is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects.

During the preparation of projects, the remaining absent data or discrepancies, if any, will be collected or clarified. The current Business Plan, however, reflects only those phase-out targets, which according to our present information, can be realistically addressed through investment and non-investment activities.

Moreover, during the preparation of the Business Plan, we had to take into consideration our experience and information collected. However, the indicated amount is only forecast for planning purposes. The fluctuation of possible costs is very high depending on sector, selected technology and production capacities.

2. RESOURCE ALLOCATION

In 2011, UNIDO is planning to submit US\$ 71.6 mio worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs. During 2010, UNIDO submitted the remaining final tranches of NPPs and TPMPs except for Eritrea and Iraq, which were allowed to be submitted up until the 63rd Ex-Com as per Decision 61/5. Special attention will be given to the acceleration of the project implementation of CFC phase-out projects in the MDI sector.

Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2011 Business Plan.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2011 Business Plan. Investment projects are under preparation for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives. As per Decision 60/44, from 2011 onwards all investment projects will be incorporated to the HPMP. New technological developments will be promoted to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

In addition, UNIDO is preparing ODS destruction demonstration projects, some of which will be submitted in 2011 for the ExCom's consideration. ODS destruction demonstration projects for LVCs will be prepared jointly with UNEP.

UNIDO will continue to provide assistance to countries to phase-out methyl bromide.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects and technical assistance activities form part of UNIDO's 2011-2014 Business Plan.

The details of UNIDO's 2011-2014 Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

The total budget for 2011 for the above activities is US\$ 95,391,444 plus US\$ 2,029,889 core unit funding for UNIDO

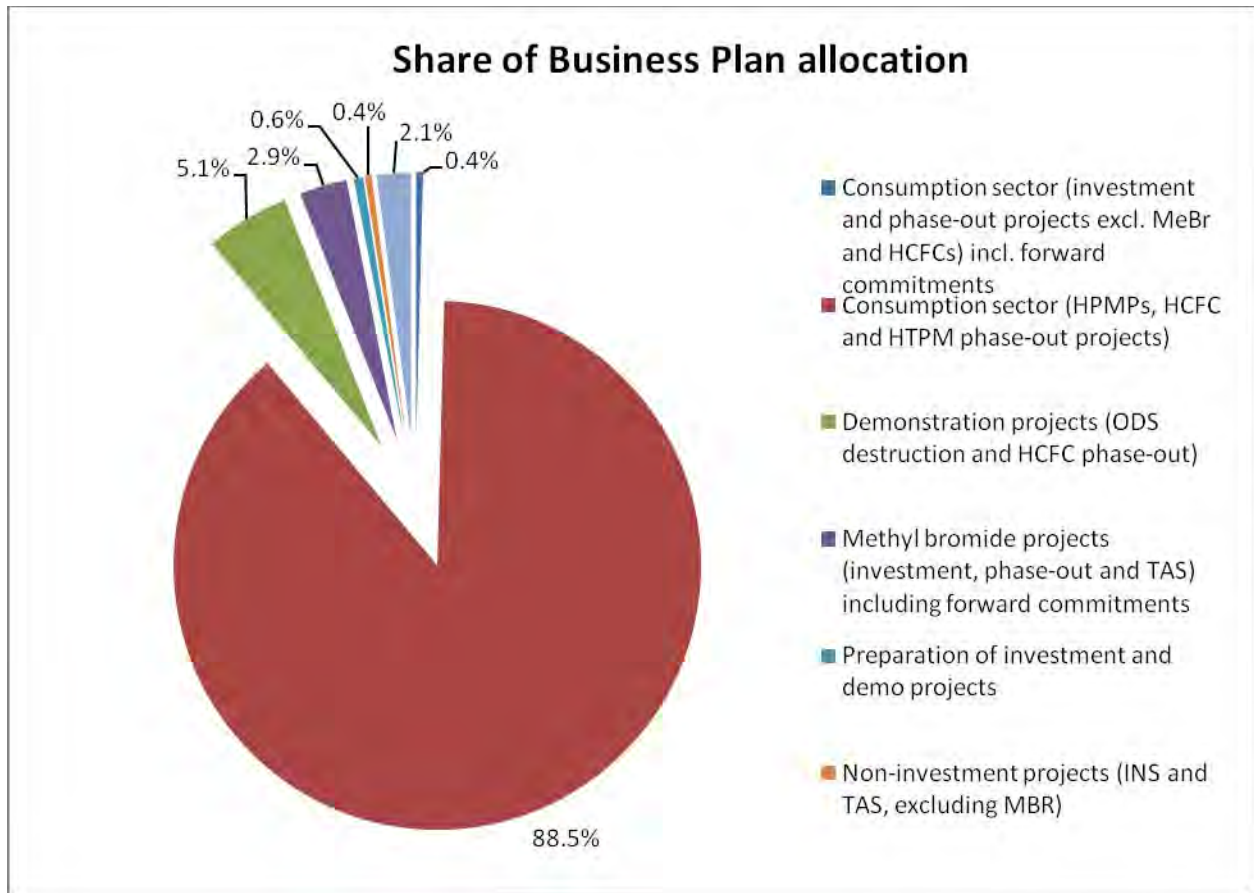
In addition, UNIDO is implementing several HPMPs in coordination with UNEP, where the HPMP will be submitted by UNEP and the investment component will be implemented by UNIDO. Funding has been split in both agencies business plan to reflect the allocation of resources for implementation.

Table 1. Resource allocation

Pos.	Type/sector	US\$ (incl. support cost)	Share of Business Plan allocation (%)
(a)	Consumption sector (investment and phase-out projects excl. MeBr and HCFCs) incl. forward commitments	407,475	0.4%
(b)	Consumption sector (HPMPs and HCFC phase-out projects)	86,181,508	88.4%
(c)	Demonstration projects (ODS destruction and HCFC phase-out)	4,743,905	4.9%
(d)	Methyl bromide projects (investment, phase-out and TAS) including forward commitments	2,840,100	2.9%
(e)	Preparation of investment and demo projects	925,625	0.9%
(f)	Non-investment projects (INS and TAS, excluding MBR)	396,102	0.4%
(g)	Funding of core unit	2,029,889	2.1%
	Total	97,415,798	100%

The details of the 2011-2014 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

Resource allocation as per Table 1



3. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE

In 2010, the implementation of UNIDO's ongoing activities supported by the Multilateral Fund in countries with decisions on non-compliance such as Bosnia and Herzegovina and Saudi Arabia succeeded in bringing some countries back into compliance or sustaining the compliance of other countries.

Currently all countries presented in the current business plan are in compliance with regard to their obligations towards the Montreal Protocol. Countries that were noted to be in non-compliance during prior meetings of the parties are now in compliance. UNIDO's activities in those countries for 2010 are described below:

Bosnia and Herzegovina

Bosnia and Herzegovina committed itself, as recorded in decision XXI/18, to reducing its consumption of Annex A, group I, controlled substances (CFCs) to no greater than zero ODP-tonnes in 2009.

UNIDO implemented an ODS phase out management plan in BHE. All tranches of the NPP were approved already by the Executive Committee. The Party introduced an ODS import export licensing system in May 2007, resulting in a situation of non-compliance. The enforcement of the import/export licensing system along with the implementation of the project activities under the NPP improved the compliance prospects for Bosnia Herzegovina in 2009 & 2010 and enabled it to comply with the full phase out of ODS by 1st of January 2010. In its submission of ozone-depleting substance data for 2009, Bosnia and Herzegovina reported consumption of zero ODP-tonnes of CFCs. Those data place the party in compliance with its commitment contained in decision XXI/18.

In 2011, UNIDO will continue to monitor the situation in country.

Saudi Arabia

Saudi Arabia reported consumption of Annex A, group I, controlled substances (CFCs) of 657.8 ODP-tonnes in 2007 and 365.0 ODP-tonnes in 2008. Those data represented a deviation from the party's obligation under the Protocol to limit its consumption of CFCs to no greater than 15 per cent of its consumption baseline for that substance, namely, 269.8 ODP-tonnes for those years. Saudi Arabia subsequently submitted a plan of action with time-specific benchmarks for ensuring its prompt return to compliance in response to decision XXI/21. The plan of action indicated the party's return to compliance by 2009 and was therefore consistent with the Protocol's final phase-out date of 1 January 2010.

The plan of action was considered at the Implementation Committee's forty-fourth meeting.

UNIDO assisted Saudi Arabia in implementation of its action plans to return to compliance through the implementation of the National Phase-out plan. Moreover, all possible regulatory and technical measures and actions to achieve and maintain zero consumption of CFCs in 2010 and beyond have been put into operation.

UNIDO is also assisting in monitoring of the system for licensing the import and export of ODS.

In 2011 UNIDO will continue to work with Saudi Arabia to implement its plan of action to phase out the CFCs and to monitor closely the progress of Saudi Arabia with regard to the implementation of its plan of action and the phase-out of CFCs.

4. PROGRAMME EXPANSION

In the years 2011 to 2014 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans and HCFC phase-out investment and demonstration projects.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol. It is expected that tonnages to be eliminated through forward commitments, ongoing and planned activities will meet the Montreal Protocol accelerated HCFCs phase-out targets and methyl bromide phase-out activities for 2015.

The analysis of the activities of our Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMP's and HCFC investment component activities in different sub-sectors;

In 2011, UNIDO will continue to cover all the regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including non-investment activities and project preparation).

The following section summarizes the activities contained in UNIDO's 2011 Business Plan sorted by region.

Africa

In Africa, funding requests for twenty (20) countries, with a value of US\$ 5, 229,000 will be submitted in 2011. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, ODS destruction demonstration projects, fumigation projects and institutional strengthening projects. UNIDO is cooperating with UNEP on several HPMPs in African countries.

Asia

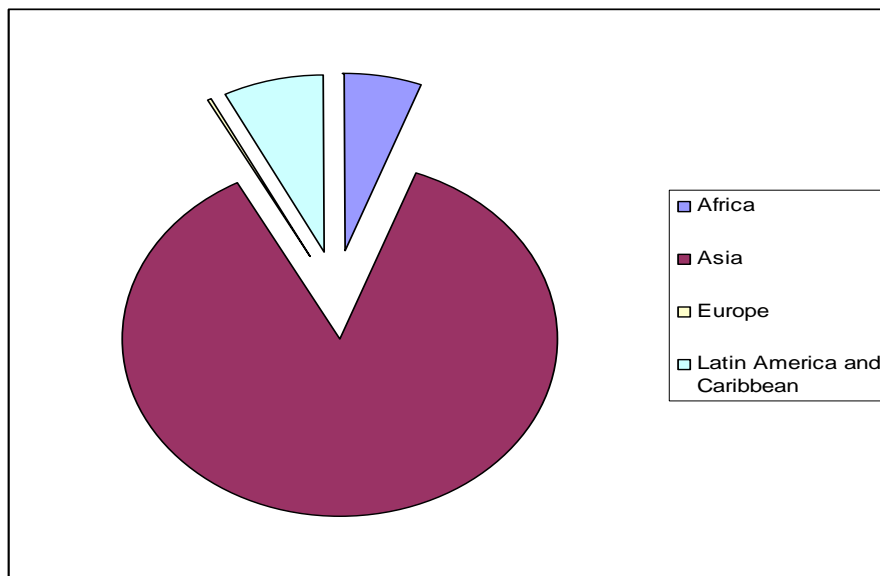
In Asia requests for funding for fourteen (14) countries, with a value of US\$ 79,060,000 will be submitted in 2011. This represents over 80% of the total Business Plan for 2011. Among these, HCFC management plans, HCFC investment projects (including project preparation), technical assistance project, demonstration projects for HCFC phase-out, institutional strengthening projects and ODS destruction demonstration project are included.

Europe

In Europe, requests for three (3) countries, with a value of US\$ 236,000 will be submitted in 2011. The main focus will be in HPMP, HCFC investment projects (foam sector) and institutional strengthening projects.

Latin America and the Caribbean

In Latin America and the Caribbean Region, requests for seven (7) countries, with a value of US\$ 6,742,000 will be submitted in 2011. The main attention will be beside the HPMP preparation, in preparation and submission of HCFC investment projects in different sectors (including one aerosol project), ODS destruction demonstration project, fumigation project and institutional strengthening project.



PERFORMANCE INDICATORS

The 47th ExCom Meeting has reviewed the weighting of the existing performance indicators. The new weightings, based on decision 47/51, are indicated in the below table.

Performance Indicator	Item	Weighting	Target 2010
Approval	Number of annual programmes of multi-year agreements approved	15	40
Approval	Number of individual projects/activities (investment projects, methyl bromide, halon banks, TAS) approved	10	7
Implementation	Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	6
Implementation	ODP phased out for individual projects	15	0
Implementation	Project completion (pursuant to Decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects	10	7
Implementation	Policy/regulatory assistance completed	10	N/A
Administrative	Speed of financial completion	10	12 months after operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

Based on Decision 49/4, the performance indicator on milestone activities for MYAs was changed as listed now in the above table.

INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their MP obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of CFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network Meetings and respective workshops providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed at UNIDO HQs on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers are visiting the project site, if definitely required.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data